



CTSD du 14 avril 2020

Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

C'est dans une situation sanitaire, sociale et économique très grave que s'ouvre le Comité Technique Départemental pour la rentrée 2020.

La crise que connaît aujourd'hui l'ensemble des pays du monde et en particulier la France est sans précédent.

Nous pouvons constater que les conséquences liées à la destruction de la fonction publique depuis plusieurs années sont très importantes notamment dans la fonction publique hospitalière.

Cette situation du système public français dénoncée par l'UNSA montre aujourd'hui ses limites.

Il en est de même dans l'Education Nationale puisque les 10 postes attribués à l'Ain pour la rentrée 2020 ne permettront pas de mettre en œuvre de façon optimale les annonces ministérielles notamment le dédoublement des GS en Education Prioritaire qui, pourtant, était l'annonce phare du ministre en fin d'année scolaire 2019.

Au-delà de cette priorité ministérielle pour le primaire, le SE-Unsa déplore qu'aucune impulsion politique ne soit donnée sur la structuration de l'offre éducative en milieu rural, sur la baisse des effectifs en maternelle, sur la conservation des zones spécifiques, sur la consolidation des Rased ou encore la direction d'école. Il ne dit rien sur les élèves hors REP, quant à la façon dont ceux en difficulté vont y apprendre ses fondamentaux *"lire, écrire, compter, respecter autrui"*.

Dans le premier degré, bien qu'on nous annonce 10 postes de plus, la dotation ne permettra pas de répondre aux besoins identifiés sur le terrain :

- achever le dédoublement voulu pour les classes de CP et CE1 en éducation prioritaire ;
- préserver et structurer l'offre éducative en milieu rural ;
- améliorer les conditions d'enseignement en maternelle où les classes sont très souvent surchargées au regard des enjeux de réductions des inégalités dès le plus jeune âge ;
- consolider les Rased ;
- préserver des brigades de remplacement efficaces
- Répondre enfin à la demande récurrente de formation continue
- avoir des marges pour avancer sur la direction d'école inscrite à l'agenda social à la demande de l'Unsa Education

En ce qui concerne les dédoublements CP/CE1, le compte n'y est pas puisque le Se-Unsa constate que dans de nombreuses situations, les locaux ne permettent pas le dédoublement physique mais plutôt la co intervention.

Dans le contexte d'aujourd'hui où les inégalités se creusent par manque de moyens déployés (le prêt de matériel informatique n'étant que partiellement réalisé) et par manque de soutien scolaire pour les familles les plus en difficulté, l'UNSA éducation constate qu'il n'y a encore, cette année, aucun poste RASED créé malgré les besoins spécifiques du département et les difficultés importantes qui existeront après cette période de confinement.

Le constat est amer quant à l'absence de création de postes de remplaçants ce qui induirait un éventuel recrutement de contractuels pour l'année scolaire 2020-2021 ou un grand nombre de jours de classe non remplacés.

Le SE-Unsa ne se reconnaît pas dans cette vision de l'école et demande pour les enseignants qu'il représente de la considération de la part de leur employeur car ils ne sentent ni la bienveillance ni la confiance tant affichées par notre ministre. La précarisation augmente, le nombre d'élèves augmente, les tâches administratives augmentent, les injonctions augmentent, le coût de la vie augmente mais le nombre de postes est insuffisant et la rémunération n'est pas à la hauteur de l'engagement des professionnels que nous sommes.

A l'UNSA Education, nous avons dit que la confiance ne se décrétait pas mais se gagnait. Nous en sommes loin.

Karen Ansberque, pour l'UNSA Education 01